

INRAP : Dégage !



Même si l'idée fait bigrement envie, il ne s'agit pas d'un titre qui évoque le départ des deux locataires de la rue d'Alésia, mais bien du traitement infligé aux archéologues de l'Inrap...

La brutalité des licenciements auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés est sans précédent dans l'établissement. Jamais aucun dirigeant n'avait osé aller aussi loin dans la violence !

Déjà deux licenciements de collègues ont eu lieu après refus de l'Inrap de leur réintégration à la suite d'un congé pour convenance personnelle. Le couperet plane aujourd'hui au-dessus de la tête d'une vingtaine d'agents et la liste n'est pas exhaustive.

Il y en a pour tout le monde, tous les profils, tous les âges, toutes les catégories : du quinquagénaire CDI AFAN des années 80 au trentenaire issu du dernier recrutement de l'AREP. Rien ne les arrête, ils osent tout.

Il faut quand même pouvoir se regarder dans la glace quand on est capable d'envisager de mettre à la rue un archéologue qui a pris un congé de droit pour élever un enfant de moins de 8 ans et/ou encore dans un autre cas un enfant handicapé. Bel

exemple tout de même de politique familiale et sociale que renvoie notre institut et plus largement le ministère de la Culture.

C'est également faire peu de cas des parcours des agents, parcours long et souvent éreintant dont tous ne ressortent pas indemnes. C'est aussi nier les compétences, les savoir-faire acquis avec patience et ténacité qui font aujourd'hui plus que jamais la richesse de notre institut dans sa grande diversité professionnelle. Mais surtout, c'est nier qu'il y a des vies, des individus, des familles qui se sont construites derrière les matricules des agents et qui peuvent aussi voler en éclats.

Le cortège des drames, les RPS, les agents « cassés, usés » ou licenciés pour inaptitude n'est sans doute pas assez long pour que l'on génère artificiellement d'autres maux ?

Aujourd'hui, à l'Inrap, il n'est plus possible de poser de congés autres que maternité ou paternité, si l'on veut garder la pérennité de son emploi. Au risque sinon d'être licencié à son retour pour une prétendue nécessité de service ou autre fallacieuse conjoncture économique difficile ; tandis que des opérations ne peuvent être démarrées faute de personnel...

En réalité, tout ça n'est que foutaise et charabia de technocrates sans aucune vision patrimoniale, qui ne comprennent rien à la finalité de notre discipline et aux humains qui oeuvrent depuis plusieurs décennies à la construction d'une archéologie préventive digne de ce nom.

Ne nous y trompons pas, cet énorme gâchis humain et professionnel n'a d'autre finalité que de servir l'ambition de nos dirigeants par trop enclins à se faire les chantres d'un libéralisme débridé, qui n'épargne rien ni personne. En bons élèves, les dirigeants de l'Inrap et les tutelles ministérielles s'en font les zélés zélateurs !



SUD Culture Solidaires refuse que les agent-e-s soient la variable de l'ajustement financier de cette archéologie libérale visant avant tout à la précarisation des emplois.

SUD Culture Solidaires, section INRAP, le 1er octobre 2018